

# Activités d'approvisionnement

## Évolution de la politique industrielle et d'approvisionnement de l'Agence

### FINPOL : résultats et orientation future

La résolution FINPOL (ESA/C/CLXXI/Rés. 2 (final)), approuvée à l'unanimité par le Conseil de juin 2004, vise à réformer certains aspects de la politique industrielle et d'approvisionnement de l'Agence, dont le détail sera fixé avant mi-2005.

- L'avenir du *processus d'harmonisation technologique* repose sur sa mise en application au sein des programmes de l'ESA, sur lesquels le Directeur général a autorité, ainsi que sur sa promotion auprès des États membres et de l'industrie, seuls juges de sa mise en œuvre dans le cadre de leurs programmes.
- Une convergence totale a été obtenue concernant le nécessaire développement d'une *politique stratégique d'approvisionnement à l'échelle européenne*, afin que l'industrie européenne reste prééminente dans des domaines clés tels que les technologies, les composants et les équipements.
- La proposition d'*encourager la participation de l'industrie européenne aux programmes nationaux* a été appuyée dans son principe par une large majorité des États membres, étant entendu que sa mise en pratique ne peut s'effectuer qu'avec l'accord des États concernés et sur une base de réciprocité dans la mesure où cela empiète sur les prérogatives nationales.
- L'approbation par le Conseil de la *hiérarchisation des règles de retour* constitue une autre évolution majeure. Elle prévoit une approche pyramidale, offrant une plus grande souplesse des règles de retour géographique au sein de chaque programme et une souplesse moindre au niveau global tout en maintenant l'objectif d'un coefficient de retour idéal de un.

- La nécessité de développer la *maîtrise des risques* en matière programmatique et d'approvisionnement a été reconnue. Les États membres doivent désormais faire en sorte que les activités préparatoires et les phases initiales des programmes bénéficient d'un financement suffisant avant le début de la phase de développement. Il sera nécessaire de préparer un *dossier de développement* avant de lancer les approvisionnements pour cette phase. Il est également prévu de mettre en œuvre une *approche d'approvisionnement progressive* lorsque le niveau de risque est jugé très élevé (dans le cas où les interfaces ne sont pas sous le contrôle direct de l'Agence par exemple).
- Le *Code des meilleures pratiques*, qui prescrit les règles de mise en concurrence applicables au maître d'œuvre vis-à-vis de ses sous-traitants, sera révisé et présenté pour approbation au Comité de la politique industrielle (IPC) dans le but de renforcer l'usage du code en tant qu'outil général de mise en concurrence équitable. Il sera complété par le plan « Faire ou faire faire ». Les offres devront désormais se fonder sur une démarche privilégiant *les impératifs de retour*.

### Règles et procédures d'approvisionnement

Le nouveau régime des droits de propriété intellectuelle, approuvé par le Conseil en octobre 2003, est entré en application en 2004 et il a fallu réglementer différents aspects de sa mise en pratique. Une nouvelle politique a ainsi été adoptée en matière de redevances à verser à l'ESA lorsque les résultats obtenus dans le cadre d'un contrat font l'objet d'une exploitation ultérieure par le contractant : les redevances ne seront désormais exigées que si le titulaire du contrat accorde une licence de production à un tiers implanté en dehors des États membres de l'Agence.

Les Conditions générales de soumissionnement (GCoT) ont été révisées. Cette révision a conduit à l'élaboration de deux séries de Conditions générales : l'une définissant les

caractéristiques des contrats importants, avec des explications et des exemples ; l'autre, beaucoup plus courte, adaptée aux contrats de moindre envergure. Elles devraient entrer en vigueur début 2005.

**Analyse des coûts industriels**

Les activités dans ce domaine se sont renforcées au cours de l'année, en raison notamment de l'audit du programme EGAS Ariane entrepris pour le compte de la Direction des lanceurs. Cet audit a été initialement centré sur les données de retour industriel servant au calcul du barème initial des contributions au programme ; il a concerné toutes les firmes industrielles impliquées dans les activités de production (fabrication, intégration et exploitation) au titre de la commande émise par Arianespace en mai pour la production de 30 lanceurs Ariane-5.

Les activités ont également porté sur le dossier présenté au Conseil concernant les capacités d'achat de l'ESA et les conséquences potentielles pour l'Agence des coûts de réorganisation et de restructuration encourus par l'industrie spatiale européenne. Les discussions et les échanges effectués dans le cadre d'un groupe de travail spécialisé et au sein du Conseil ont conduit à l'application d'un certain nombre de directives visant à garantir que le pouvoir d'achat du budget de l'ESA reste aussi élevé que possible.

La nouvelle politique vise par ailleurs à conclure avec l'industrie spatiale des accords pluriannuels sur le personnel et les installations ainsi que sur les frais généraux afin d'offrir des prévisions fiables, nécessaires tant aux industries concernées qu'à l'ESA. Cette nouvelle politique sera mise en œuvre en collaboration avec les diverses autorités nationales d'audit, avec lesquelles la coopération et la coordination ont été intensifiées.

**Faits et chiffres**

**Activités d'approvisionnement**

416 appels d'offres (ITT) ont été adressés à l'industrie en 2004 :

- 165 appels d'offres ouverts
- 10 appels d'offres restreints
- 241 demandes de prix par négociation de gré à gré

Au cours de la même période, l'Agence a également passé :

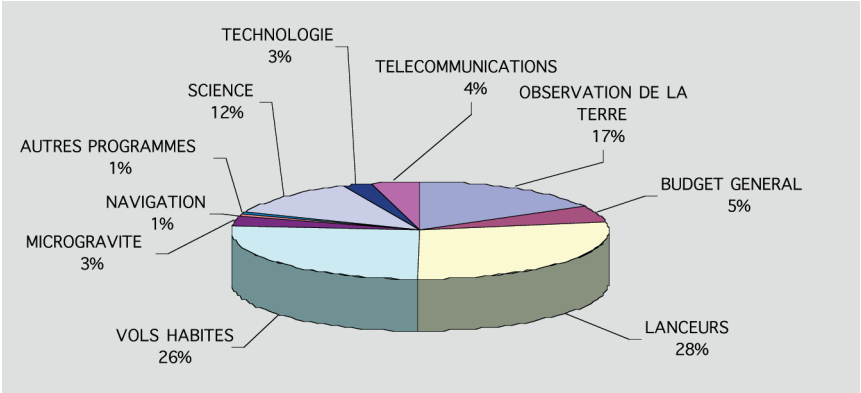
- 795 contrats
- 183 avenants
- 219 commandes de travaux
- 2140 avis de modification de contrats

Le total des fonds débloqués se monte à 2822 Meuros.

Voici quelques exemples des contrats les plus significatifs attribués ou préparés en 2004 :

- Phase de mise en œuvre du spectrographe dans le proche infrarouge du JWST 69 Meuros

Montant des engagements contractés auprès de l'industrie en 2004, par programme



**Total: 2650 Meuros**

- Services de lancement GSTB V2 de Galileo 75 Meuros
- Industrialisation du programme d'exploitation de l'ISS 128 Meuros
- Tranche 9 du programme de développement d'Ariane-5 165 Meuros
- Autorisation préliminaire d'engagement des travaux de la phase C/D/E1 de Galileo 149 MEuros
- EGAS Ariane 950 Meuros

Le Comité d'adjudication et le Comité de la politique industrielle (IPC) de l'ESA sont intervenus comme suit :

- 422 propositions d'approvisionnement ont été soumises au Comité d'adjudication, parmi lesquelles 216 ont ensuite été présentées à l'IPC ;
- 42 propositions de contrats ont été soumises au Comité d'adjudication, parmi lesquelles 15 ont été présentées à l'IPC.

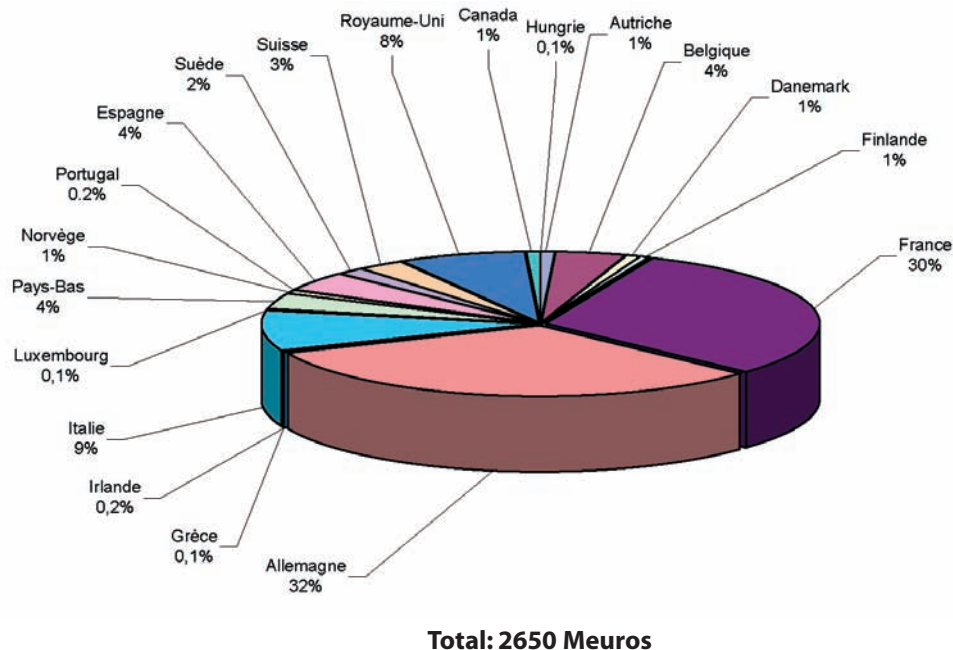
La valeur totale des propositions de contrats soumises au Comité d'adjudication s'est élevée à 2569 Meuros. Une partie des contrats, représentant un montant de 257 Meuros, a été finalisée au niveau du Comité d'adjudication ; le reste des contrats, représentant une valeur de 2312 Meuros, a été transmis à l'IPC pour décision finale.

## Activité industrielle et évolution du retour géographique

L'activité industrielle s'est maintenue à un bon niveau, la valeur des contrats passés cette année avec l'industrie spatiale européenne et canadienne se situant autour de 2650 Meuros. Les diagrammes suivants montrent la répartition des activités par programme et par État. Les programmes d'applications (télécommunications, navigation et observation de la Terre) ont représenté environ 22 % du montant total, les programmes de lanceurs 28 %, le programme de vols habités, de microgravité et d'exploration 29 %, le Programme scientifique 12 %, les 9 % restants étant répartis entre le Budget général et la technologie. Ces chiffres ne rendent pas compte d'environ 249 Meuros d'engagements contractés auprès de l'industrie, la finalisation des contrats de sous-traitance correspondants (en cours pour l'essentiel) n'étant pas encore achevée.

La situation de retour géographique sera présentée lors de l'examen formel par l'IPC, en mars 2005, de la distribution géographique des contrats pour 2000-2004.

Montant des engagements contractés auprès de l'industrie en 2004, par État



### Activités de tiers

2004 a vu le lancement de six nouvelles activités de tiers pour le compte de l'Union européenne. Les contrats correspondant, qui représentent un montant total de 5 Meuros, ont généré 1,5 Meuros de recettes au profit de l'ESA. Ces nouvelles activités incluent le soutien de l'Union européenne au projet Soyouz au CSG.

L'ESA (ESOC) a soumis un total de 18 offres officielles en 2004, dont 3 s'adressaient à d'autres agences spatiales (CNES, DLR, Eumetsat) et 15 à des sociétés industrielles européennes : Astrium (F), Eutelsat (F), Fugro (N), GFZ Potsdam (D), KSAT (N), SES Astra (Lux), SSC (S), Telespazio (I), Vitrociset (I). Ces offres concernaient des services d'assistance technique, la mise à disposition d'infrastructures pour accueillir des équipements, la fourniture de stations et de réseaux ainsi que des opérations de phase LEOP et d'exploitation courante. Elles ont donné lieu à la passation de 7 contrats avec l'ESA, d'une valeur totale de 3,2 Meuros, 7 autres propositions, d'un montant total de 13 Meuros, étant encore en cours de négociation à la fin de l'année.

Des accords de coopération sont en vigueur avec la Swedish Space Corporation (S), le Centre spatial norvégien (N), Astrium GmbH / Dornier

Space System (D) et Merlin Communications International (GB). Il s'agit d'accords non exclusifs destinés à faciliter l'utilisation mutuelle d'installations, chaque activité faisant l'objet d'un contrat distinct.

Un contrat cadre portant sur des échanges de services TT&C a été conclu entre l'ESOC et le CNES (F). Un contrat similaire est en négociation avec le DLR (D).

L'ESA (ESTEC) a réalisé en outre un grand nombre d'activités en matière d'assistance technique générale, de conseil personnalisé et d'essais.

Le bureau de la clientèle extérieure de l'ESTEC a traité 126 demandes (dont 101 nouvelles et 25 des années précédentes) relatives aux services offerts par l'Établissement. Ces demandes ont débouché sur la signature de 71 contrats, représentant une valeur totale de 3,8 Meuros (en incluant les subventions pour le soutien technique des incubateurs spatiaux européens).

Le prestataire ETS (NL), actuellement en charge de la gestion, du marketing, des ventes, de la maintenance et de l'exploitation des installations d'essai de l'ESTEC, a par ailleurs traité une centaine de demandes, dont 13 ont conduit à la signature d'un contrat.